Jean-Pierre Chantin, Le régime concordataire français. La collaboration des Églises et de l'État (1802-1905)

Paris, Beauchesne, 2010, 299 p.

Claude Langlois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/24258>

DOI : 10.4000/assr.24258

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2012

Pagination : 142

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Claude Langlois, « Jean-Pierre Chantin, Le régime concordataire français. La collaboration des Églises et de l'État (1802-1905) », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 160 | octobre-décembre 2012, mis en ligne le 21 février 2013, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/24258> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.24258>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Jean-Pierre Chantin, Le régime concordataire français. La collaboration des Églises et de l'État (1802-1905)

Paris, Beauchesne, 2010, 299 p.

Claude Langlois

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre Chantin, Le régime concordataire français. La collaboration des Églises et de l'État (1802-1905), *Paris, Beauchesne, 2010, 299 p.*

- 1 Il en est des Concordats comme des Indiens dans les premiers westerns. Un bon Indien était un Indien mort, un bon concordat, un concordat aboli. Et s'il dure longtemps, sa suppression seule fait l'objet de célébration. Il n'est qu'à comparer la modestie de la célébration du Concordat de 1801, deux siècles plus tard, avec les manifestations qui ont entouré le centenaire de la loi de Séparation, icône de la République, fin de l'histoire, fondement de la laïcité... Inutile de continuer la litanie : il faut une bonne dose d'inconscience pour faire l'histoire du Concordat, mais il est salutaire d'aller à contre-courant des idées trop vite reçues. D'autant plus qu'il n'est point aisé de décrire une réalité dont l'historiographie s'est déplacée, au fil du temps, des débuts du régime à son terme et que cette histoire s'est étoffée, au fil des enquêtes, par une meilleure connaissance des autres cultes, par la pluralité des approches, notamment en matière d'histoire administrative.
- 2 Il était donc nécessaire de faire le point sur ces travaux et d'en exposer clairement les résultats. Le choix de l'auteur est chronologique, un siècle et trois coupures, 1815, 1848, 1876. 1876 va de soi. On pourrait contester les deux premières et leur préférer 1830, car c'est à partir de cette date que, pour un petit demi-siècle, le système concordataire fonctionne avec trois religions traitées à l'identique (en principe à tout le moins), avec un équilibre entre excès de coercition (Empire) et excès de libéralité (Restauration) envers le catholicisme. Pour la période ultime, il était judicieux d'élargir le temps de la fin, de 1902 à 1907 : la crise congréganiste conduit à la rupture concordataire et c'est pur artifice d'avoir voulu séparer deux événements qui dans l'esprit des acteurs étaient le résultat d'un même combat. Une solide mise au point, qui tire davantage du côté de l'histoire politique du concordat que de la prise en compte du contenu et des modalités (budget notamment) de l'administration des cultes.